

« Nous ne sommes pas pour le Frexit »

Dans un entretien au « Monde », la tête de liste de La France insoumise pour les élections européennes explique comment elle entend lier questions sociales et combat écologique.

Propos recueillis par Abel Mestre et Sylvia Zappi Publié le 10 avril 2019 à 03h39 - Mis à jour le 10 avril 2019 à 09h52



Manon Aubry, candidate aux élections européennes de mai comme tête de liste pour La France insoumise, à Paris, le 8 avril. ED ALCOCK / MYOP POUR "LE MONDE"

Manon Aubry, 29 ans, tête de liste de La France insoumise (LFI), se veut confiante : à moins de deux mois des élections européennes, les sondages se redressent pour le mouvement populiste de gauche, [désormais au coude-à-coude sur Europe Ecologie-Les Verts \(EELV\)](#). Elle sera mercredi soir 10 avril à Amiens, en compagnie notamment des députés Jean-Luc Mélenchon (Bouches-du-Rhône) et François Ruffin (Somme), pour un grand meeting de campagne.

On a l'impression que votre campagne a un peu de mal à décoller. Comment l'expliquez-vous ?

Entre les meetings à plus de 1 000 personnes dans des petites villes comme Saint-Brieuc, les trente à quarante réunions publiques hebdomadaires, l'emprunt populaire qui a atteint presque 2 millions d'euros en moins de deux semaines, les adhésions qui bondissent, tous les indicateurs sont au vert et montrent qu'au contraire la campagne est en train de décoller. La machine France insoumise est lancée et tourne à plein.

Y a-t-il une reprise en main de la campagne par les proches de M. Mélenchon ?

Son arrivée était prévue depuis le début. Mais ce n'est pas lui qui orchestre, organise ou coordonne la campagne. Il a toujours eu la volonté de me laisser la place pour m'affirmer comme tête de liste. Il me dit « *sois toi-même* ». C'était un pari de me choisir et cette audace paye aujourd'hui.

Pourtant d'après les sondages, vous n'arrivez à capter ni les « gilets jaunes » ni les jeunes mobilisés dans les marches pour le climat.

Ce n'est pas le sentiment que j'ai. C'est dans notre ADN de lier les questions sociales et écologiques. Il y a beaucoup de « gilets jaunes » dans nos meetings qui ne se sentent pas antiécologistes. Mais l'enjeu, c'est que les gens aillent voter. D'autant plus quand il y a moins d'un électeur sur deux qui a prévu de glisser un bulletin dans l'urne et en particulier parmi les sympathisants de LFI. Au soir du 26 mai, il faut qu'il y ait une force qui compte politiquement pour construire l'alternative.

Y a-t-il une répartition des rôles entre vous et M. Mélenchon ?

Non, il n'y a ni stratégie ni volonté de se répartir les rôles, parce qu'il y a une colère sociale qui est liée à la fois aux mesures fiscales injustes et à l'incapacité du gouvernement à prendre au sérieux les questions écologiques.

J'ai une parole différente parce que je n'ai jamais fait de politique avant, mais sur le fond nous racontons tous la même chose. LFI rassemble des gens d'horizons différents sur un même projet politique.

Vous êtes au coude-à-coude dans les sondages avec EELV. Qu'est-ce qui vous différencie ?

La cohérence. Nous, nous plaçons la priorité écologique au-dessus de toutes les autres. Or, si on veut faire une politique écologique ambitieuse, les traités européens sont des freins, des obstacles qu'il faut lever car ils imposent un carcan qui limite la capacité à investir dans la transition écologique.

Si EELV est d'accord avec nous sur ce constat, ils ne sont pas prêts à remettre en cause les traités européens. Or, il faut assumer de changer les règles un minimum pour atteindre l'objectif de rester en dessous de 1,5 degré de hausse des températures.

Si vous ajoutez à cela les déclarations récentes de Yannick Jadot [*tête de liste EELV aux européennes*] [sur l'écologie compatible avec la libre entreprise](#) et la stratégie d'accord au Parlement européen des Verts allemands avec les libéraux, voire avec le Parti populaire européen [*PPE, droite*]... les désaccords sont là.

D'ailleurs, des Verts disent que vous voulez sortir de l'Union européenne...

Regardez notre programme : à aucun moment vous ne verrez le mot « Frexit ».

« Sortir des traités », ça revient au même non ?

Juridiquement parlant, sortir des traités ne veut pas dire sortir de l'Union européenne. Si on était « frexiters », on dirait « *on sort de l'UE, point barre* ». Et on n'aurait pas à s'embêter à expliquer notre stratégie... Une bonne fois pour toutes : nous ne sommes pas pour le Frexit.

Que prônez-vous alors ?

Nous avons le plan A/plan B qui a plusieurs étapes. D'abord, il faut comprendre pourquoi les traités sont problématiques, quelles sont leurs contraintes sur les questions écologiques, sociales, économiques, fiscales et démocratiques. On peut lever ces obstacles en écrivant de nouveaux traités, en les renégociant. C'est le plan A.

Si on n'y arrive pas, on va voir la Commission européenne, les Allemands, et on leur donne la liste des dispositions des traités européens qui nous posent problème – par exemple la règle des 3 % de déficit ou les accords de libre-échange – et nous leur disons que nous n'allons pas les respecter. Soit ils nous laissent faire et on met en place des options de retrait. Soit ils refusent et on le fait quand même. Il va se passer quoi ? Il n'y a pas de clauses d'expulsion !

Il y aura des sanctions financières...

Et si on ne les paye pas ? C'est toute la question du rapport de force. La France, c'est 18 % de l'économie européenne, un contributeur net à hauteur de 16 milliards d'euros au budget européen. Ce sont des armes qui n'ont jamais été utilisées. On veut le faire. Pas pour faire peur, pas parce que l'on est eurosceptique, que l'on n'aime pas les Allemands, ou je ne sais quelle caricature. Mais parce que nous plaçons nos ambitions écologiques, sociales et de justice fiscale au-dessus des traités. Avec ce rapport des forces, on pourrait même entraîner d'autres pays dans notre sillage.

Les électeurs de gauche réclament l'union. Est-ce envisageable ?

Les gens ne croient plus à la soupe aux logos. Ils veulent des personnes qui portent des idées précises. On a un point de désaccord sur les traités européens. Mais je suis plutôt optimiste et je crois au pragmatisme des forces de gauche qui vont prendre conscience des obstacles.

Quand j'entends Benoît Hamon [*chef de file de Génération·s pour les élections européennes*] être beaucoup plus ferme sur les traités qu'il y a encore quelques mois, on voit que notre discours peut réunir.

Mais cela n'a aucun sens de mettre sur une même liste des gens qui ne sont pas d'accord entre eux. Nous essayons de rassembler le plus largement possible sur cette base-là. Les élections européennes sont la première étape de cette stratégie : sur la liste, nous avons Sergio Coronado, qui vient d'EELV, Emmanuel Maurel, qui vient du PS, moi qui viens du monde associatif...

Il faut ployer le genou pour venir ? Un accord entre les formations est impossible ?

Le dernier que j'ai en tête, c'est celui de François Hollande en 2012, la multiplication des crédits d'impôts, la déchéance de nationalité... Il faut être inflexible sur le projet politique. Pas parce qu'on est les plus forts et que l'on a raison, mais parce que ces propositions peuvent apporter les réponses nécessaires pour les gens en termes de pouvoir d'achat, de transition écologique.

Abel Mestre et Sylvia Zappi